

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 447

[C — 2002/27121]

20 DECEMBRE 2001. — Décret relatif aux conventions environnementales (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Par convention environnementale, il faut entendre toute convention passée entre la Région wallonne, dénommée ci-après la Région, qui est représentée à cet effet par le Gouvernement wallon, d'une part, et un ou plusieurs organismes représentatifs d'entreprises, dénommés ci-après l'organisme, d'autre part, en vue de prévenir la pollution de l'environnement, d'en limiter ou neutraliser les effets ou de promouvoir une gestion efficace de l'environnement.

La convention environnementale indique notamment :

1° son objet, en ce compris les dispositions législatives européennes ou régionales qu'elle vise à mettre en œuvre ainsi que les objectifs à atteindre en ce compris, le cas échéant, les objectifs intermédiaires;

2° les modalités suivant lesquelles elle peut être modifiée conformément aux règles édictées par le présent décret;

3° les modalités suivant lesquelles elle peut être renouvelée conformément aux règles édictées par le présent décret;

4° les modalités suivant lesquelles elle peut être résiliée conformément aux règles édictées par le présent décret;

5° les modalités suivant lesquelles, en cas de résiliation de la convention, la partie qui résilie la convention se conforme aux dispositions décrétales et réglementaires que la convention vise à mettre en œuvre;

6° les modalités de contrôle quant au respect de ses dispositions;

7° les modalités suivant lesquelles sont tranchées les difficultés quant à l'interprétation des clauses de la convention;

8° les clauses pénales en cas d'inexécution de la convention environnementale;

9° les motifs pour lesquels et les conditions dans lesquelles il peut être mis fin à la convention.

La convention environnementale peut formaliser la manière dont la ou les parties contractantes met ou mettent en œuvre leurs obligations.

Le Gouvernement peut préciser le contenu des conventions environnementales qu'il détermine.

Art. 2. Un organisme peut conclure, modifier ou renouveler une convention environnementale avec la Région pour autant qu'il réponde aux conditions suivantes :

1° jouir de la personnalité juridique;

2° être représentatif d'entreprises qui exercent une activité de même nature ou qui sont confrontées à un problème environnemental commun;

3° être mandaté par tout ou partie de ses membres.

Art. 3. La Région ne prend, pendant la durée de la convention environnementale, aucune disposition réglementaire par voie d'arrêté qui établirait relativement aux questions réglées par la convention environnementale des conditions plus restrictives que celles fixées par celle-ci. La Région conserve cependant, moyennant une consultation préalable des parties à la convention environnementale, le pouvoir de prendre les dispositions réglementaires requises lorsque l'urgence ou l'intérêt général le requièrent, ou afin de satisfaire à des obligations de droit international ou européen.

La Région reste habilitée, même pendant la durée de validité de la convention environnementale, à intégrer dans un arrêté tout ou partie des dispositions d'une convention environnementale.

Art. 4. La convention environnementale est obligatoire pour les parties contractantes dix jours après sa publication au *Moniteur belge*. La convention peut fixer un délai supérieur au délai précité.

La convention environnementale est obligatoire de droit pour toutes les entreprises qui adhèrent à l'organisme après la conclusion de la convention, sauf dérogation prévue dans l'acte d'adhésion ou dans la convention.

L'entreprise dont prend fin l'affiliation à un organisme qui a conclu une convention environnementale reste tenue des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention.

La convention environnementale peut être source de droits ou d'obligations à l'égard de tiers concernés par son exécution.

Art. 5. § 1^{er}. La convention environnementale est élaborée suivant les modalités reprises aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Le Gouvernement et un ou des organismes visés à l'article 2 établissent un projet de convention environnementale.

Le projet est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la D.G.R.N.E. et de la D.G.R.T.E. Dans les sept jours à dater de l'adoption du projet de convention, le Gouvernement annonce également cette publication par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale, ainsi que l'endroit et les heures où ce projet de convention peut être consulté.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication du projet de convention environnementale au *Moniteur belge*.

§ 3. Le Gouvernement peut soumettre le projet de convention environnementale aux personnes et instances qu'il détermine. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le Gouvernement et les organismes ayant établi le projet de convention environnementale examinent les observations visées au paragraphe 2 et les avis visés au paragraphe 3, modifient, le cas échéant, le projet de convention et adoptent la convention environnementale.

La convention est conclue par la signature des parties contractantes.

§ 4. La convention environnementale est publiée au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la D.G.R.N.E. ou de la D.G.R.T.E.

§ 5. Le Gouvernement adresse et présente au Conseil régional wallon un rapport bisannuel sur l'état d'avancement des différentes conventions environnementales en vigueur. Ce rapport indique notamment dans quelle mesure les objectifs intermédiaires sont réalisés, lorsque ces objectifs sont prévus par la convention.

Art. 6. Un organisme regroupant des entreprises qui satisfait aux conditions visées à l'article 2 peut adhérer à une convention environnementale avec l'assentiment de la Région, et selon la procédure arrêtée par le Gouvernement.

Cette adhésion fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la D.G.R.N.E. ou de la D.G.R.T.E.

La convention environnementale est obligatoire pour l'organisme adhérent le jour de la publication de l'avis d'adhésion au *Moniteur belge*.

Art. 7. § 1^{er}. Toute convention environnementale est conclue pour une période limitée qui ne peut être supérieure à dix ans.

Une évaluation de la convention environnementale est réalisée au terme de la convention et au moins une fois tous les cinq ans. Elle comporte notamment la vérification des objectifs fixés dans la convention.

§ 2. La Région et un ou plusieurs organismes contractants peuvent renouveler une convention environnementale moyennant la publication au *Moniteur belge* d'un avis annonçant le renouvellement six mois avant la date d'échéance de la convention et moyennant information du public par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale, ainsi que l'endroit et les heures où la convention environnementale dont le renouvellement est envisagé peut être consultée.

Le Gouvernement peut également consulter les personnes et instances qu'il détermine sur ce renouvellement. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication de l'avis de renouvellement de la convention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement et les organismes ayant conclu la convention examinent les observations et avis visés aux alinéas précédents et approuvent le renouvellement de la convention environnementale, amendée, le cas échéant, pour tenir compte des observations émises.

Le renouvellement de la convention environnementale approuvé par le Gouvernement fait l'objet d'un avenant à la convention signé par les parties contractantes publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la D.G.R.N.E. ou de la D.G.R.T.E.

Art. 8. Les parties contractantes peuvent modifier une convention environnementale pendant la durée de validité de cette convention moyennant publication au *Moniteur belge* d'un avis de modification et moyennant information du public par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale et de la modification envisagée, ainsi que l'endroit et les heures où la convention environnementale dont la modification est envisagée peut être consultée.

Cet avis est adressé aux personnes liées par la convention environnementale et qui ne sont plus membres d'un organisme signataire de cette convention.

Le Gouvernement peut également consulter les personnes et instances qu'il détermine sur ce projet de modification. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication de l'avis de modification de la convention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement et les organismes ayant conclu la convention examinent les observations et avis visés aux alinéas précédents et approuvent la modification de la convention environnementale, amendée, le cas échéant, pour tenir compte des observations émises.

La modification de la convention environnementale approuvée par le Gouvernement fait l'objet d'un avenant à la convention signé par les parties contractantes.

Cet avenant est adressé par le Gouvernement, par pli recommandé à la poste, aux personnes visées à l'alinéa 2. Dans un délai de quinze jours suivant la réception de cet avenant, ces personnes indiquent si elles souhaitent ne plus être liées par la convention ainsi modifiée ou si elles souhaitent être liées par la modification intervenue. En l'absence de réponse dans ce délai, elles sont réputées adhérer à la modification intervenue.

L'avenant est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la D.G.R.N.E. ou de la D.G.R.T.E.

Cette modification entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* et est obligatoire pour toute personne liée auparavant par la convention, sans préjudice de l'alinéa 7.

Art. 9. A condition qu'elles observent un délai de résiliation, les parties contractantes peuvent de commun accord résilier à tout moment une convention environnementale.

Sauf clause contraire dans la convention, le délai de résiliation est de six mois. Le délai de résiliation prévu par la convention environnementale ne peut excéder un an. La résiliation de la convention est, sous peine de nullité, notifiée par une lettre recommandée à la poste aux signataires de la convention. Le délai de résiliation prend cours à partir du premier jour du mois qui suit la notification.

La résiliation de la convention donne lieu à la publication par le Gouvernement d'un avis de résiliation au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la D.G.R.N.E. ou de la D.G.R.T.E. qui indique l'objet de la convention résiliée et la date à laquelle la résiliation prend cours.

Art. 10. Toute convention environnementale prend fin de l'accord des parties contractantes ou à l'expiration du délai de validité ou par résiliation.

Art. 11. Les dispositions du présent décret sont d'ordre public. Elles sont applicables aux conventions conclues après l'entrée en vigueur du présent décret.

Les conventions conclues avant l'entrée en vigueur du présent décret ne peuvent être modifiées ou reconduites sauf si la modification ou la reconduction sont conformes aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris en son exécution. Elles restent valables jusqu'à leur terme et au maximum cinq ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 264 (2001-200) n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique 20 décembre 2001.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 447

[C — 2002/27121]

20. DEZEMBER 2001 — Dekret über die Umweltvereinbarungen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Unter Umweltvereinbarung ist jede zwischen der Wallonischen Region, weiter unten die Region genannt, die zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung vertreten wird, einerseits, und einer oder mehreren Organisationen, die Unternehmen vertreten, weiter unten die Organisation genannt, andererseits, abgeschlossene Vereinbarung zu verstehen, die zum Zweck hat, der Umweltverschmutzung vorzubeugen, deren Auswirkungen zu begrenzen oder zu neutralisieren, oder eine wirksame Verwaltung der Umwelt zu fördern.

In der Umweltvereinbarung stehen insbesondere die folgenden Angaben:

1° ihr Gegenstand einschließlich der europäischen oder regionalen Gesetzesbestimmungen, die in die Tat umgesetzt werden sollen, sowie die zu erreichende Zielsetzung, gegebenenfalls einschließlich der Zwischenziele;

2° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der im vorliegenden Dekret festgesetzten Regeln abgeändert werden kann;

3° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der im vorliegenden Dekret festgesetzten Regeln erneuert werden kann;

4° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der im vorliegenden Dekret festgesetzten Regeln aufgelöst werden kann;

5° die Modalitäten, gemäß denen bei Auflösung der Vereinbarung die Partei, welche die Vereinbarung auflöst, den Dekrets- und Verordnungsbestimmungen nachkommt, die die Vereinbarung in die Tat umsetzen soll;

6° die Kontrollmodalitäten bezüglich der Beachtung ihrer Bestimmungen;

7° die Modalitäten, gemäß denen Schwierigkeiten bezüglich der Auslegung der Klauseln der Vereinbarung gelöst werden;

8° die Konventionalstrafeklauseln bei Nichtausführung der Umweltvereinbarung;

9° die Gründe und Bedingungen, aufgrund deren der Vereinbarung ein Ende gesetzt werden kann.

Die Umweltvereinbarung kann die Art und Weise, auf welche die Vertragspartei (en) ihre Verpflichtungen in die Tat umsetzt bzw. umsetzen, festlegen.

Die Regierung kann den Inhalt der durch sie bestimmten Umweltvereinbarungen näher darlegen.

Art. 2 - Eine Organisation kann eine Umweltvereinbarung mit der Region abschließen, abändern oder erneuern, insofern sie den nachstehenden Bedingungen genügt:

1° im Besitz der Rechtspersönlichkeit sein;

2° für Unternehmen, die eine gleichartige Tätigkeit ausüben, oder die mit einem gemeinsamen Umweltproblem konfrontiert werden, repräsentativ sein;

3° durch alle ihre Mitglieder oder einen Teil von ihnen bevollmächtigt werden.

Art. 3 - Während der Dauer der Umweltvereinbarung trifft die Region keine durch einen Erlass verkündete Verordnungsbestimmung, die in Bezug auf die durch die Umweltvereinbarung geregelten Angelegenheiten Bedingungen festlegen würde, die strenger sein würden als diejenigen, die durch diese festgelegt sind. Vorbehaltlich einer vorherigen Befragung der Parteien der Umweltvereinbarung behält jedoch die Region die Befugnis, die erforderlichen Verordnungsbestimmungen zu treffen, wenn die Dringlichkeit oder das Gemeinwohl es erforderlich machen, oder um mit dem internationalen oder dem europäischen Recht verbundenen Verpflichtungen nachzukommen.

Sogar während der Gültigkeitsdauer der Umweltvereinbarung bleibt die Region befugt, die Gesamtheit oder einen Teil der Bestimmungen einer Umweltvereinbarung in einen Erlass einzufügen.

Art. 4 - Zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* ist die Umweltvereinbarung für die Vertragsparteien verbindlich. In der Vereinbarung kann eine längere Frist festgesetzt werden.

Die Umweltvereinbarung ist rechtsverbindlich für alle Unternehmen, die der Organisation nach dem Abschluss der Vereinbarung beitreten, vorbehaltlich einer in der Beitrittsurkunde oder in der Vereinbarung vorgesehenen Abweichung.

Das Unternehmen, dessen Mitgliedschaft in einer Organisation, die eine Umweltvereinbarung abgeschlossen hat, zu Ende kommt, bleibt an die Verpflichtungen gebunden, die ihm aufgrund dieser Vereinbarung zur Last fallen.

Die Umweltvereinbarung kann Rechte und Verpflichtungen gegenüber von ihrer Durchführung betroffenen Dritten entstehen lassen.

Art. 5 - § 1. Die Umweltvereinbarung wird gemäß den in den Paragraphen 2 bis 4 erwähnten Modalitäten erstellt.

§ 2. Die Regierung und eine oder mehrere der in Artikel 2 erwähnten Organisationen erarbeiten ein Umweltvereinbarungsprojekt.

Das Projekt wird im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Webseite der D.G.R.N.E. (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt) und der D.G.R.T.E. (Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie) veröffentlicht. Innerhalb von sieben Tagen nach der Verabschiedung des Vereinbarungsprojekts kündigt die Regierung diese Veröffentlichung durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache an. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen dieses Vereinbarungsprojekt eingesehen werden kann.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten, zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, dies innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 3. Die Regierung kann das Umweltvereinbarungsprojekt den durch sie bestimmten Personen und Instanzen vorlegen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Die Regierung und die Organisationen, die das Umweltvereinbarungsprojekt erarbeitet haben, untersuchen die in Paragraph 2 erwähnten Anmerkungen und die in Paragraph 3 erwähnten Gutachten; sie ändern das Vereinbarungsprojekt gegebenenfalls ab und verabschieden die Umweltvereinbarung. Die Vereinbarung wird abgeschlossen, indem sie durch die Vertragsparteien unterschrieben wird.

§ 4. Die Umweltvereinbarung wird im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Webseite der D.G.R.N.E. oder der D.G.R.T.E. veröffentlicht.

§ 5. Die Regierung schickt und legt dem Wallonischen Regionalrat einen zweijährlichen Bericht über den Entwicklungsstand der verschiedenen geltenden Umweltvereinbarungen vor. In diesem Bericht wird insbesondere angegeben, in welchem Maße die Zwischenziele erreicht sind, wenn diese Ziele in der Vereinbarung vorgesehen sind.

Art. 6 - Eine Organisation, die Unternehmen zusammenfügt und den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen genügt, kann mit der Zustimmung der Region und gemäß dem durch die Regierung festgesetzten Verfahren einer Umweltvereinbarung beitreten.

Dieser Beitritt ist Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Webseite der D.G.R.N.E. oder der D.G.R.T.E.

Die Umweltvereinbarung ist am Tage der Veröffentlichung der Beitrittsbekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* für die beitretende Organisation verbindlich.

Art. 7 - § 1. Jede Umweltvereinbarung wird für einen begrenzten Zeitraum, der zehn Jahre nicht übersteigen darf, abgeschlossen.

Eine Bewertung der Umweltvereinbarung wird am Ende der Vereinbarung und mindestens einmal alle fünf Jahre vorgenommen. Sie umfasst insbesondere eine Prüfung der in der Vereinbarung festgelegten Ziele.

§ 2. Die Region und eine oder mehrere beteiligte Organisationen können eine Umweltvereinbarung erneuern, dies vorbehaltlich der Veröffentlichung einer die Erneuerung ankündigenden Bekanntgabe im *Belgischen Staatsblatt* sechs Monate vor dem Ablaufdatum der Vereinbarung und vorbehaltlich der Benachrichtigung der Öffentlichkeit durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen die Umweltvereinbarung, deren Erneuerung beabsichtigt wird, eingesehen werden kann.

Die Regierung kann ebenfalls die durch sie bestimmten Personen und Instanzen über diese Erneuerung zu Rate ziehen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten, zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, dies innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im *Belgischen Staatsblatt*.

Die Regierung und die Organisationen, die die Vereinbarung abgeschlossen haben, untersuchen die in den vorherigen Absätzen erwähnten Anmerkungen und Gutachten und billigen die Erneuerung der Umweltvereinbarung, die gegebenenfalls verbessert wird, um den abgegebenen Anmerkungen Rechnung zu tragen.

Die durch die Regierung gebilligte Erneuerung der Umweltvereinbarung ist Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung, der durch die Vertragsparteien unterschrieben und im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Webseite der D.G.R.N.E. oder der D.G.R.T.E. veröffentlicht wird.

Art. 8 - Die Vertragsparteien können eine Umweltvereinbarung während deren Gültigkeitsdauer abändern, dies vorbehaltlich der Veröffentlichung einer Bekanntgabe der Abänderung und vorbehaltlich der Benachrichtigung der Öffentlichkeit durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung und der beabsichtigten Abänderung sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen die Umweltvereinbarung, deren Abänderung beabsichtigt wird, eingesehen werden kann.

Diese Bekanntmachung wird den Personen zugestellt, die an die Umweltvereinbarung gebunden sind, und die nicht mehr Mitglied einer Organisation sind, die diese Vereinbarung unterschrieben hat.

Die Regierung kann ebenfalls die durch sie bestimmten Personen und Instanzen über dieses Abänderungsprojekt zu Rate ziehen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten, zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, dies innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im *Belgischen Staatsblatt*.

Die Regierung und die Organisationen, die die Vereinbarung abgeschlossen haben, untersuchen die in den vorherigen Absätzen erwähnten Anmerkungen und Gutachten und billigen die Abänderung der Umweltvereinbarung, die gegebenenfalls verbessert wird, um den abgegebenen Anmerkungen Rechnung zu tragen.

Die durch die Regierung gebilligte Abänderung der Umweltvereinbarung ist Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung, der durch die Vertragsparteien unterschrieben wird.

Dieser Nachtrag wird durch die Regierung den in Absatz 2 erwähnten Personen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Eingang dieses Nachtrags teilen diese Personen mit, ob sie nicht mehr an die so abgeänderte Vereinbarung gebunden sein möchten, oder ob sie wohl an die vorgenommene Abänderung gebunden sein möchten. In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist gilt, dass sie mit der vorgenommenen Abänderung einverstanden sind.

Der Nachtrag wird im *Belgischen Staatsblatt* sowie auf der Webseite der D.G.R.N.E. und der D.G.R.T.E. veröffentlicht.

Diese Abänderung tritt zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und ist für jede vorher an die Vereinbarung gebundene Person unbeschadet des Absatzes 7 verbindlich.

Art. 9 - Unter der Bedingung, dass sie eine Auflösungsfrist einhalten, können die Vertragsparteien zu jeder Zeit eine Umweltvereinbarung im Einvernehmen auflösen.

Vorbehaltlich einer gegenteiligen Klausel in der Vereinbarung beträgt die Auflösungsfrist sechs Monate. Die in der Umweltvereinbarung vorgesehene Auflösungsfrist darf ein Jahr nicht übersteigen. Die Auflösung der Vereinbarung wird, unter Gefahr der Nichtigkeit, den Unterzeichnern der Vereinbarung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt. Die Auflösungsfrist läuft ab dem ersten Tag des auf die Zustellung folgenden Monats.

Die Auflösung der Vereinbarung gibt Anlass zu der Veröffentlichung durch die Regierung einer Bekanntmachung bezüglich der Auflösung im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Webseite der D.G.R.N.E. oder der D.G.R.T.E., in welcher der Gegenstand der aufgelösten Vereinbarung und das Datum des Inkrafttretens der Auflösung angegeben werden.

Art. 10 - Jede Umweltvereinbarung endet mit dem Einverständnis der Vertragsparteien oder bei Ablauf der Gültigkeitsdauer oder infolge einer Auflösung.

Art. 11 - Von den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets darf nicht abgewichen werden. Sie sind auf die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets abgeschlossenen Vereinbarungen anwendbar.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets abgeschlossenen Vereinbarungen können weder abgeändert noch erneuert werden, es sei denn die Abänderung bzw. die Erneuerung entspricht den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der zu seiner Durchführung gefassten Erlasse. Sie bleiben bis zu ihrem Ablauf und höchstens fünf Jahre lang nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gültig.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) Sitzung 2001-2002.

Unterlagen des Rates 264 (2001-200) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 20. Dezember 2001.

Diskussion — Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 447

[C — 2002/27121]

20 DECEMBER 2001. — Decreet betreffende de milieuovereenkomsten (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Onder milieuovereenkomst wordt verstaan elke overeenkomst tussen, enerzijds, het Waalse Gewest, hierna het Gewest genoemd, dat door de Waalse Regering wordt vertegenwoordigd, en, anderzijds, één of meer instellingen die ondernemingen vertegenwoordigen, hierna de instelling genoemd, om milieuverontreiniging te voorkomen, om de gevolgen ervan te beperken of te neutraliseren of om een doeltreffend milieubeheer te bevorderen.

De milieuovereenkomst vermeldt met name :

1° haar doel, met inbegrip van de Europese of gewestelijke wetsbepalingen waarvan ze de uitvoering nastreeft, alsmede de te bereiken doelstellingen, in voorkomend geval ook de tussendoelstellingen;

2° de modaliteiten voor haar wijziging overeenkomstig de bij dit decreet bepaalde voorschriften;

3° de modaliteiten voor haar vernieuwing overeenkomstig de bij dit decreet bepaalde voorschriften;

4° de modaliteiten voor haar ontbinding overeenkomstig de bij dit decreet bepaalde voorschriften;

5° in geval van ontbinding, de modaliteiten op grond waarvan de partij die de overeenkomst ontbindt, voldoet aan de decretale en reglementaire bepalingen waarvan de overeenkomst de uitvoering nastreeft;

6° de modaliteiten voor de controle op de naleving van haar bepalingen;

7° de modaliteiten voor de oplossing van de moeilijkheden die de interpretatie van de bepalingen doet rijzen;

8° de strafbedingen als ze niet wordt uitgevoerd;

9° de redenen waarom en de voorwaarden waaronder er een einde aan kan worden gemaakt.

De milieuovereenkomst kan de wijze formaliseren waarop de betrokken partij(en) haar (hun) verplichtingen nakomt (nakomen).

De Regering kan de inhoud van de door haar bepaalde milieuovereenkomsten nader bepalen.

Art. 2. Een instelling mag met het Gewest een milieuovereenkomst sluiten, wijzigen of vernieuwen, voor zover ze aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° ze bezit rechtspersoonlijkheid;

2° ze vertegenwoordigt instellingen die een gelijkaardige activiteit uitoefenen of die met een gemeenschappelijk milieuprobleem geconfronteerd worden;

3° ze is gemandateerd door een deel of het geheel van haar leden.

Art. 3. Zolang de milieuovereenkomst loopt, neemt het Gewest geen reglementaire bepalingen bij besluit die voor de bij de overeenkomst geregelde aangelegenheden restrictievere voorwaarden zouden opleggen dan die waarin ze reeds voorziet. Mits voorafgaande raadpleging van de betrokken partijen, behoudt het Gewest evenwel het recht om de nodige reglementaire bepalingen te nemen in geval van dringende noodzakelijkheid of wegens algemeen belang, of om internationale of Europese verplichtingen na te komen.

Het Gewest blijft zelfs tijdens de looptijd van de milieuovereenkomst bevoegd om de voorschriften van een milieuovereenkomst geheel of gedeeltelijk in een besluit op te nemen.

Art. 4. De milieuovereenkomst verbindt de betrokken partijen tien dagen na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Ze kan een langere termijn vastleggen.

De milieuovereenkomst verbindt van rechtswege alle ondernemingen die na het sluiten ervan lid worden van de instelling, behoudens afwijking waarin voorzien wordt in de aansluitingsakte of in de overeenkomst.

De onderneming die niet langer aangesloten is bij een instelling die een milieuovereenkomst heeft gesloten, moet de verplichtingen die de overeenkomst haar oplegt, blijven nakomen. De milieuovereenkomst kan rechten of verplichtingen met zich meebrengen ten opzichte van derden die betrokken zijn bij de uitvoering ervan.

Art. 5. § 1. De milieuovereenkomst wordt opgemaakt volgens de modaliteiten bedoeld in de §§ 2 tot 4.

§ 2. De Regering maakt samen met één of meer instellingen bedoeld in artikel 2 een ontwerp van milieuovereenkomst op.

Het ontwerp wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsmede op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie. Binnen zeven dagen na de aanneming van het ontwerp kondigt de Regering de bekendmaking ervan aan via een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Het bericht vermeldt minstens het doel en de draagwijdte van de milieuovereenkomst, alsmede de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van het ontwerp.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden overgemaakt aan de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

§ 3. De Regering kan het ontwerp van milieuovereenkomst overleggen aan de door haar aangewezen personen en instellingen. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt gegeven.

De Regering en de instellingen die het ontwerp van milieuovereenkomst hebben opgemaakt, onderzoeken de opmerkingen bedoeld in § 2 en de adviezen bedoeld in § 3. In voorkomend geval brengen ze wijzigingen aan in het ontwerp en keuren ze de milieuovereenkomst goed.

De overeenkomst wordt gesloten na de ondertekening ervan door de partijen.

§ 4. De milieuovereenkomst wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsmede op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

§ 5. De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad om een tweejarig verslag over de voortgang van de verschillende lopende milieuovereenkomsten. Dat verslag vermeldt met name in hoeverre de tussendoelstellingen zijn bereikt, wanneer de overeenkomst in die doelstellingen voorziet.

Art. 6. Een instelling die ondernemingen groepeerd en de in artikel 2 bedoelde voorwaarden vervult, mag met de toestemming van het Gewest en volgens de door de Regering bepaalde procedure instemmen met een milieuovereenkomst. De instemming wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

De milieuovereenkomst verbindt de instemmende instelling vanaf de dag waarop het bericht over de instemming in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. § 1. Elke milieuovereenkomst wordt gesloten voor een beperkte periode van maximum tien jaar.

De milieuovereenkomst wordt geëvalueerd na het verstrijken ervan en minstens één keer om de vijf jaar. Bij de evaluatie wordt met name nagegaan of de doelstellingen waarin de overeenkomst voorziet, in acht zijn genomen.

§ 2. Het Gewest en één of meer betrokken instellingen kunnen een milieuovereenkomst vernieuwen mits bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waarbij de vernieuwing van de overeenkomst zes maanden vóór de vervaldatum ervan aangekondigd wordt en mits voorlichting van het publiek d.m.v. een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Dat bericht vermeldt minstens de doelstelling en de draagwijdte van de milieuovereenkomst en de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van de milieuovereenkomst waarvan de vernieuwing wordt overwogen.

De Regering kan ook de door haar aangewezen personen en instellingen om advies verzoeken over de vernieuwing. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt gegeven.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden overgemaakt aan de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

De Regering en de instellingen die de overeenkomst hebben gesloten, onderzoeken bovenbedoelde opmerkingen en adviezen en stemmen in met de vernieuwing van de milieuovereenkomst, eventueel gewijzigd op grond van de ingediende opmerkingen. De door de Regering goedgekeurde vernieuwing van de milieuovereenkomst maakt het voorwerp uit van een aanhangsel dat goedgekeurd wordt door de betrokken partijen. Het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

Art. 8. De betrokken partijen mogen een milieuovereenkomst wijzigen tijdens de looptijd ervan, mits bekendmaking van een wijzigingsbericht in het *Belgisch Staatsblad* en mits voorlichting van het publiek d.m.v. een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Het bericht vermeldt minstens de doelstelling en de draagwijdte van de milieuovereenkomst en van de overwogen wijziging, alsmede de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van de milieuovereenkomst waarvan de wijziging wordt overwogen.

Dat bericht is bestemd voor personen die gebonden zijn door de milieuovereenkomst en niet meer aangesloten zijn bij een instelling die de overeenkomst heeft ondertekend.

De Regering kan ook de door haar aangewezen personen en instellingen om advies verzoeken over het ontwerp van wijziging. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt gegeven.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het wijzigingsbericht in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden overgemaakt aan de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

De Regering en de instellingen die de overeenkomst hebben gesloten, onderzoeken bovenbedoelde opmerkingen en adviezen en stemmen in met de wijziging van de milieuovereenkomst, eventueel gewijzigd op grond van de opmerkingen. De door de Regering goedgekeurde wijziging van de milieuovereenkomst maakt het voorwerp uit van een aanhangsel bij de overeenkomst dat door de betrokken partijen wordt ondertekend. Dat aanhangsel wordt door de Regering bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de in het tweede lid bedoelde personen. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het aanhangsel laten de geadresseerden weten of ze wensen hetzij niet langer gebonden te zijn door de aldus gewijzigde overeenkomst, hetzij gebonden te zijn door de aangebrachte wijziging. Bij gebrek aan antwoord binnen bovenbedoelde termijn worden ze geacht in te stemmen met de wijziging.

Het aanhangsel wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie. De wijziging treedt in werking tien dagen nadat ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en verbindt elke persoon die vroeger door de overeenkomst gebonden was, onverminderd het zevende lid.

Art. 9. Voor zover ze een ontbindingstermijn in acht nemen, kunnen de betrokken partijen elk ogenblik een milieuovereenkomst in onderlinge overeenstemming ontbinden.

De ontbindingstermijn bedraagt zes maanden, behalve als de overeenkomst voorziet in een tegenstrijdige clausule. De in de milieuovereenkomst bedoelde ontbindingstermijn mag niet langer zijn dan één jaar. De ontbinding van de overeenkomst wordt op straffe van nietigheid bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de personen die de overeenkomst gesloten hebben. De ontbindingstermijn begint te lopen op de eerste dag van de maand na die van de mededeling.

De ontbinding van de overeenkomst wordt bij een bericht van de Regering bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie. Dat bericht vermeldt waarom de overeenkomst ontbonden wordt en de datum waarop de ontbinding ingaat.

Art. 10. Elke milieuovereenkomst eindigt met de instemming van de betrokken partijen, op de vervaldatum ervan of door ontbinding.

Art. 11. De bepalingen van dit decreet zijn van openbare orde. Ze zijn toepasselijk op de overeenkomsten die na de inwerkingtreding van dit decreet zijn gesloten.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet gesloten overeenkomsten mogen niet gewijzigd of vernieuwd worden, behalve als de wijziging of de vernieuwing voldoet aan de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze blijven van kracht tot hun vervaldatum en maximum vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad 264 (2001-2002), nrs. 1 tot en met 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 december 2001.

Bespreking. — Stemming.